

tend, d'abaisser les droits de 10 p. 100 sur les marchandises qui entrent dans ce pays. La cote des prix des nitrates et des phosphates sur le continent de l'Amérique du Nord est fixé à Baltimore. Il y a un an aujourd'hui, cette cote était de \$3.50 l'unité d'après les termes appliqués à l'ammoniaque et de 10c. l'unité d'après les termes appliqués au phosphate de chaux. Le cultivateur canadien a dû payer 5 p. 100 de plus. Le prix du marché à Baltimore a reculé à \$3.25 l'unité d'ammoniaque que contient chaque tonne, et le prix est resté à 10c. l'unité de phosphate de chaux que contient la même tonne. J'ignore si les honorables députés saisissent bien ma pensée. Cela signifie que les industries canadiennes qui s'occupaient de ce produit ont dû fermer leurs portes. Nous ne fabriquons plus les nitrates ni les phosphates au Canada. Les fabricants de ces produits ont dû abandonner leurs opérations et les fabricants situés au sud de la frontière, constatant cet état de choses, ont élevé le prix à un chiffre qui dépasse celui que payaient les cultivateurs canadiens avant l'adoption de cette mesure. Si l'histoire en finissait là, je serais satisfait. Mais ce n'est pas tout. Je veux étudier cette question non seulement pour ce qui est des nitrates et des phosphates, non seulement au point de vue des dollars et des cents, mais aussi au point de vue humanitaire. Qu'est-ce que ces éléments ont à faire avec la question de la vie des gens du Canada? Pensez à l'avenir du Canada si vous ne voulez pas penser à l'avenir des gens qui l'habitent. Si, monsieur l'Orateur, vous vous étiez trouvé avec moi le 15 janvier de cette année à Hamilton, vous auriez vu une usine valant \$100,000, établie depuis quarante-deux ans, depuis trois générations, dont j'en ai connu deux, et fabricant des nitrates et des phosphates. Depuis quarante-deux ans cet établissement avait fonctionné et fait vivre trois familles, et si le commerce était plus stable ici, l'outillage de cette usine vaudrait \$100,000. De fait, on ne pourrait le remplacer avec cette somme. J'ai vu une offre ridicule de \$10,000 pour l'installation. Je vois quelqu'un sourire. Si vous me permettez une allusion personnelle, j'ai moi-même fait cette offre, pour toute l'installation, au complet. Quelques jours plus tard on me dit: "Si vous portez votre offre à \$12,000, vous pouvez avoir l'installation complète." Il y a deux ans, on y employait cinquante homme et on produisait de cinq à dix mille tonnes de nitrates et de phosphates. Cette industrie a employé une génération après une autre, non seulement pour ce qui est des propriétaires, mais pour ce qui est des ouvriers qui y gagnaient leur subsistance. Cet industrie a disparu parce

[M. Harris.]

qu'elle ne recevait pas une certaine somme de protection. Elle jouissait d'une protection de 10 p. 100 jusqu'à ce que le Gouvernement jugea à propos de réduire le tarif. On ferma les portes de l'usine parce que celle de Milson et celle de Crocker, de Buffalo, inondaient la péninsule de Niagara, tout comme celle de la Michigan Carbon inondait Windsor et l'ouest d'Ontario de milliers de tonnes de nitrates et de phosphates à des prix moins élevés qu'on ne pouvait produire ces engrais au Canada. Une fois les industries canadiennes détruites, d'après la déclaration du ministère de l'Agriculture du Canada, et malgré que le prix initial de ces produits sur les grands marchés de Baltimore, qui réglemente les cours, fût moins élevé, on éleva le prix que devait payer le cultivateur canadien. J'ai mentionné quelque chose au sujet de l'élément humanitaire, mai, malgré nous, nous parlons de dollars et de cents, de nitrates et de phosphates. Lorsque j'entendis le ministre du Travail (M. Murdock) hier nous donner lecture de déclarations au sujet d'industries de Hamilton, relatant la situation encourageante qu'on y trouve, nous disant que les aciéries et autres usines dont j'oublie les noms y sont en pleine exploitation, je pensais à quelque chose que j'ai lu dans le *Hamilton Spectator* et dans le *Toronto Evening Telegram* vers la même date. Je pensais à un homme qui gagnait sa vie à Hamilton, à un arpent et demi de l'endroit dont je parlais. Un homme avait été sans emploi depuis l'automne; quand il apprit que cette place avait été vendue et que ses moyens d'existence étaient disparus, il rentra désolé chez lui. Je pensais à la nouvelle publiée dans le *Toronto Evening Telegram* la même semaine que je fis cet achat, nouvelle disant que cet homme fut trouvé mort dans sa maison. Le coroner tint une enquête. Qui est responsable de ce suicide? Je pose la question. Ce n'est pas la fin de l'histoire en ce qui regarde les humains et je ne crois pas céder le pas à l'honorable représentant de Grey-Sud-Est (Mlle Macphail). Je pense à un autre cas, celui d'un homme en bonne santé qui avait une femme et quatre enfants, qui est venu me voir le 15 janvier et qui m'a dit: "Allez-vous défaire cette institution et enlever toute la machinerie?" Je répondis: "Oui, c'est possible". Il me dit: "J'aimerais à avoir un emploi, à faire quelque chose. J'ai fait fonctionner cette presse durant quatre ou cinq ans et j'aimerais à continuer." Je lui dis: "Je le regrette, mais je ne sais pas ce que je puis faire. Mon personnel est présentement trop nombreux." Je revins à Ottawa. La presse fut enlevée, placée sur un wagon plat et expédiée à 45 milles de là.